

Consolider la transition au Tchad : entre apaisement et nécessité de poursuivre le dialogue

Entretien entre

Dr Ordy BETGA, Politologue
Chercheure au CEIDES
Observatoire des pays de la CEEAC et du Nigéria

&
Sainclair MEZING, Journaliste

Publié dans le *Cameroon Tribune* du 12.07.2023, page 31

Juillet 2023

- 1- Le président de la transition au Tchad vient d'annoncer qu'il accorde son pardon à toutes les personnes « impliquées, condamnées ou non ayant commis des dégâts » lors des manifestations du 20 octobre 2022. Pour beaucoup, Mahamat Idriss Deby Itno agit sous la pression des partenaires financiers qui lui demandent de sortir le pays de « l'impasse politique ». Alors que pour le gouvernement, cet appel n'est que la suite logique du processus de réconciliation initié lors du dialogue politique. Qu'en pensez-vous ?**

La situation au Tchad depuis le début de la transition est sujette à beaucoup d'incertitudes, ce qui inquiète à la fois les observateurs nationaux et internationaux. À ce contexte de fragilité interne s'ajoute un contexte régional volatile marqué par les crises sécuritaires intenses au Soudan, en RCA ainsi que la menace permanente de Boko Haram. Depuis son indépendance en 1960, le Tchad a connu plusieurs cycles de violence et des coups d'État avec pour conséquence un durcissement du mode de gouvernance. La transition engagée depuis avril 2021 a la lourde responsabilité de remettre le pays sur les rails et rétablir les bases d'un développement socio-économique tout en assurant la sécurité du territoire menacée à plusieurs titres. C'est une mission délicate, et, conscients de cela, les partenaires financiers du Tchad se tiennent naturellement aux côtés de N'Djamena pour l'accompagner vers une transition sans anicroche. Le geste du président Mahamat Deby est une tentative d'apaisement à saluer, qui se démarque d'ailleurs de la politique plus dure de ses prédécesseurs. Il faut apaiser pour mieux dialoguer et poursuivre le processus de réconciliation qui a besoin de l'implication sincère de tous les acteurs.

- 2- Succès Masra, président du parti Les Transformateurs, et Max Loalngar, leader de la Coordination des actions citoyennes de Wakit Tama, principaux opposants au régime tchadien vivant en exil, rejettent cette main tendue du chef de l'Etat qu'ils accusent d'avoir usé de la force ce jour-là pour mâter la manifestation. Qu'est-ce qui peut être fait pour rapprocher les différents camps ?**

Après l'annonce de la prolongation de deux ans de la période de transition, au terme du dialogue national inclusif et souverain boycotté par ces leaders d'opposition, ils vont lancer l'appel à manifestation pour le 20 octobre 2022, estimant que Mahamat Deby mettait tout en œuvre pour organiser la conservation du pouvoir et ne pas remettre le pouvoir aux civils. La manifestation interdite va faire face à la fermeté des pouvoirs publics et conduire ces leaders à l'exil.

Dans le cadre de la conduite de la transition, le président Mahamat Deby a plusieurs fois affiché et concrétisé la volonté de composer avec l'opposition, l'on se souvient par exemple qu'au lendemain du dialogue national il nomme l'opposant historique Saleh Kebzabo comme premier ministre à la tête d'un gouvernement d'union nationale. Aujourd'hui cette main tendue du président de la transition devrait être une opportunité pour Succès Masra et les autres de revenir dans le jeu et trouver le moyen de poursuivre le dialogue différemment et apporter leur contribution dans un contexte où la politique de la chaise vide et de la

radicalisation n'a été que contre-productive jusqu'ici. Il faut mettre les égos de côté et ne penser qu'à l'avenir du Tchad qui est aujourd'hui confronté à une multiplicité de défis.

3- Le projet de nouvelle Constitution qui sera soumis dans les prochains mois à un référendum est l'objet d'un désaccord. Pour le gouvernement, il maintient un Etat unitaire décentralisé, alors que les fédéralistes souhaitent un référendum sur la forme de l'Etat. Quel commentaire vous inspire le texte en débat ?

La question de la forme de l'État au Tchad est en débat depuis plusieurs décennies, et l'on se souvient même qu'en 2016 le feu président Idriss Deby annonçait une réforme constitutionnelle vers le fédéralisme, mais restée sans suite. Plusieurs voix au sein de l'opinion publique tchadienne se sont depuis élevées en faveur du fédéralisme, d'ailleurs confortée par un récent sondage du Centre d'Etude pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE) qui estime que 55.9% des tchadiens seraient favorables au fédéralisme. Toutefois, le texte adopté et proposé par le CNT présente le Tchad comme un État unitaire décentralisé, et le gouvernement a relevé qu'une victoire du « oui » en novembre consacrerait la forme unitaire tandis qu'une victoire du « non » conduirait au revirement vers la forme fédérale.

Le projet de constitution actuel qui s'inspire très largement de la Constitution tchadienne de 1996, consacre donc l'État unitaire décentralisé, il réaffirme l'attachement du Tchad aux libertés et droits fondamentaux internationalement reconnus, tout en mettant en exergue les devoirs de tout citoyen tchadien. Le texte précise également les conditions d'éligibilité à la présidence de la République au rang desquelles être âgé de 35 ans au moins, de père et de mère tchadiens. Le nouveau texte consacre également la réhabilitation et le réaménagement des institutions dont le Sénat, la Haute cour de justice, la Cour suprême, la Cour des comptes, le Conseil constitutionnel, la Justice militaire, le Haut conseil des médias et de l'audiovisuel, le Haut conseil des chefferies traditionnelles, la Commission nationale des droits de l'homme, le Conseil économique social et culturel, le Médiateur de la République, ainsi que l'Agence nationale des élections.

Je pense que d'ici à novembre le dialogue doit se poursuivre en termes d'explications et d'aménagements au besoin du texte pour permettre d'avoir les fondements d'un système qui garantisse au mieux la pleine participation des citoyens à la gestion du pouvoir et surtout le développement socio-économique du pays. Il sera ensuite impératif que les personnes au cœur de la gouvernance pendant et après la période de transition, aient le souci de l'intérêt général et travaillent à la satisfaction des besoins fondamentaux du peuple.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org

Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides